



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520, Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 19/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIOCAMA INDUSTRIE

105 rue de la Garenne
34740 Vendargues

Références : UD34/2025/H3/MJ/059
Code AIOT : 0006601168

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement BIOCAMA INDUSTRIE implanté lieu-dit La Peyrière 34570 Pignan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 14 mai 2025 s'inscrit dans le cadre de l'opération "Coup de poing" portant sur le contrôle des installations de tri, transit, regroupement (TTR) de déchets de la région Occitanie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOCAMA INDUSTRIE
- lieu-dit La Peyrière 34570 Pignan
- Code AIOT : 0006601168
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installations de tri transit de déchets non dangereux inertes et non inertes issus du BTP sur l'emprise d'une carrière hors d'exploitation.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1.I	Demande d'action corrective	30 jours
2	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1.II	Demande d'action corrective	30 jours
3	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.8	Demande d'action corrective	30 jours
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1	Demande d'action corrective	30 jours
5	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités constatées portent uniquement sur la défense incendie du site. L'exploitant a été informé de la nature de ces non-conformités et s'est engagé à les lever dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1.I
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : <u>Article 10-1.I - Plan de défense contre l'incendie</u> L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.« Il comprend au minimum : - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la

détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.»

Constats :

L'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspecteur de l'environnement le plan de défense contre l'incendie comportant l'ensemble des informations précisées à l'article 10-1.I susvisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il a été demandé à l'exploitant d'établir le plan de défense contre l'incendie avec l'ensemble des informations et documents cités à l'article 10-1.I susvisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Maîtrise des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1.II

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des incendies

Prescription contrôlée :

Article 10.1.II - Maîtrise des incendies

[...] Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans [...].

Constats :

Aucun exercice incendie n'a été réalisé pendant cette période, entre janvier et juillet 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de réaliser l'exercice incendie demandé et de rédiger un compte rendu qui sera tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement et les services d'incendie et de secours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.8

Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

Article 2.8 - Isolement du réseau de collecte

Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention.

Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

Constats :

Les eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre sont dirigées par gravité vers un bassin de collecte.

L'exploitant n'a pas pu justifier du dimensionnement de ce bassin, ni fournir la consigne définissant les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'obturation équipant ce bassin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier du bon dimensionnement du bassin et de la présence d'une consigne précisant les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'obturation présents sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <u>Article 4.1 - Moyens de lutte contre l'incendie</u> L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : [...] <ul style="list-style-type: none"> - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque et des pelles. [...]
Constats : Le site ne dispose d'aucune réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place sur le site une réserve de sable meuble et sec. L'implantation de cette réserve sera déterminée en tenant compte des risques d'incendie liés aux divers stockages de déchets présents sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur de stockage des déchets
Prescription contrôlée : <u>Article 3.5 - Entreposage des déchets</u> [...] La hauteur des déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. [...]
Constats : La hauteur de stockage du dépôt de déchets en vrac a été estimée, à l'aide des équipements voisins (bennes de stockage) à un peu plus de 6 mètres. La hauteur maximale de stockage est fixée à 6 mètres au vu de l'absence de bâtiment à usage d'habitation dans un rayon de 100 mètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier du bon respect de la hauteur maximale de stockage des déchets en vrac (6 mètres), après l'avoir réduite si nécessaire .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours